



CIRCULAIRE SECURITE N° 61

Indice O


1/15


Date d'application

Novembre 2013

SECURITE DANS LES OPERATIONS DE BATIMENT ET DE GENIE CIVIL


Diffusion : Chefs d'Installations, Ingénieurs et Animateurs de Sécurité d'Installations
DRT/DSP/SIE
DRT/DGPRO/GMOA

	NOM	FONCTION	VISA
REDIGÉ PAR :	G. SANCHEZ	Ingénieur de Sécurité	
VÉRIFIÉ PAR :	V. TROESCH	Ingénieur de Sécurité d'Etablissement	
APPROUVE PAR :	D. BORDET	Directeur du CEA Grenoble	


	CIRCULAIRE SECURITE N° 61	Indice O	2/15
		Date d'application Novembre 2013	

SOMMAIRE

1.	OBJET ET DOMAINE D'APPLICATION	4
2.	DOCUMENTS APPLICABLES	4
3.	DOCUMENTS ASSOCIES	4
4.	ACTEURS	4
4.1.	Le Maître d'Ouvrage	4
4.2.	Le Représentant du Maître d'Ouvrage (RMOA)	5
4.3.	Le Pilote opérationnel (Chef de Projet)	5
4.4.	Le Maître d'Œuvre	5
4.5.	Le Directeur d'Exécution des Travaux	6
4.6.	Le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé	6
4.7.	Le Préventeur Hygiène et Sécurité	6
4.8.	Le Contrôleur Technique	6
4.9.	Le Chef de Projet Délégué à la Sécurité	7
4.10.	Le Coordonnateur de la Sécurité	7
5.	ORGANISATION SECURITE DES CHANTIERS	7
6.	GENERALITES SUR LES CHANTIERS DE BATIMENT ET DE GENIE CIVIL	8
7.	CHRONOLOGIE D'UNE OPERATION DE BATIMENT ET DE GENIE CIVIL	8
7.1.	La phase conception	8
7.2.	La phase réalisation	9
7.3.	La phase réception	10
7.4.	La coordination de sécurité pour la phase de montage des procédés	10
7.4.1.	Le Chef de Projet Délégué à la Sécurité	10
7.4.2.	Le Coordonnateur de la Sécurité	10
7.5.	Interfaces site CEA et chantier « CLOS »	11
8.	COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	11
8.1.	Le Représentant du Maitre d'Ouvrage	12
8.2.	La Maîtrise d'Œuvre	12
8.3.	Le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé	13

	CIRCULAIRE SECURITE N° 61	Indice O	3/15
		Date d'application Novembre 2013	

9.	LE REGISTRE JOURNAL DE LA COORDINATION	13
10.	PARTICULARITES DU SITE DE GRENOBLE	13
10.1.	Implantation d'une grue à proximité et à l'extérieur de la clôture défensive	13
10.2.	Intervention de la FLS sur les opérations de bâtiment et de génie civil	14
11.	GLOSSAIRE	14
12.	EXEMPLE DU DEROULEMENT D'UNE OPERATION DE TYPE LOI MOP	15
13.	HISTORIQUE DES VERSIONS	15

	CIRCULAIRE SECURITE N° 61	Indice O	4/15
		Date d'application Novembre 2013	

1. OBJET ET DOMAINE D'APPLICATION

La présente circulaire a pour objet de décrire l'organisation et les règles de sécurité mises en place dans le cadre d'opérations de bâtiment et de génie civil.

Cette circulaire s'applique à l'ensemble des opérations, qui se déroulent au CEA Grenoble (donc sur les sites qui relèvent de la responsabilité du directeur de centre), et qui sont sous Maîtrise d'Ouvrage CEA.

Pour les autres cas (lorsque le CEA n'est pas le MOA par exemple), les situations doivent être analysées au cas par cas avec l'ISE.

2. DOCUMENTS APPLICABLES

- Le Code du Travail (Notamment les articles L.4531-1 à L.4532-16 & R.4532-1 à R.4532-98)
- Guide DJC/DIR/06/109 du 21 mars 2006 – pour l'application dans les centres et établissements du CEA du dispositif permettant d'assurer la sécurité et la protection de la santé des personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment et de génie-civil
- Circulaire MR n° 3 du 02 juillet 2007 – Finalisation d'un chantier sous décret n°94-1159
- Circulaire de sécurité n° 10 - Commission Locale de Sécurité (CLS)
- Circulaire de Sécurité n° 23 - Organisation du travail des entreprises extérieures
- Circulaire de sécurité n° 44 - Commission Locale de Visites de Sécurité (C.L.V.S.)

3. DOCUMENTS ASSOCIES

- Fiche de renseignement chantier
- Modèle de Cahier des charges type de mission CSPS

Ces deux documents ne sont pas disponibles sur l'intranet, ils le sont uniquement auprès de l'ISE

4. ACTEURS

4.1. Le Maître d'Ouvrage

Le Maître de l'Ouvrage est la personne morale, pour laquelle l'ouvrage est construit.


Responsable principal de l'ouvrage, il remplit dans ce rôle une fonction d'intérêt général dont il ne peut se démettre.

En sa qualité de donneur d'ordre, il définit dans le programme, les objectifs de l'opération, les besoins qu'elle doit satisfaire, les contraintes et exigences de qualité sociale, urbanistiques, architecturales, fonctionnelles, techniques et économiques, d'insertion dans le paysage et de protection de la sécurité et de l'environnement, relatives à la réalisation et à l'utilisation de l'ouvrage.

Il décide de la réalisation de l'opération, en supporte le coût financier, en définit les objectifs et assure la réception de l'ouvrage. Il a également à sa charge le choix et la désignation des différents acteurs dans l'acte de construire.

Au sein du CEA Grenoble :

- Le « CEA – personne morale » est le Maître de l'Ouvrage
- Pour la sécurité, il désigne un représentant au sein de son personnel (CEA), celui-ci est appelé le Représentant du Maître d'Ouvrage (RMOA)

	CIRCULAIRE SECURITE N° 61	Indice O	5/15
		Date d'application Novembre 2013	

4.2. Le Représentant du Maître d'Ouvrage (RMOA)

Le représentant du Maître d'Ouvrage a en charge, pour le compte du CEA, le volet sécurité de l'opération. C'est une personne physique qui est identifiée dès le début de l'opération, et qui est généralement désignée officiellement au cours de la CLS, préalable au lancement de l'opération.

4.3. Le Pilote opérationnel (Chef de Projet)

Le pilote opérationnel est désigné par le décideur du projet (ou par le pilote stratégique) et par le Directeur du CEA Grenoble (lorsque le chantier est rattaché à son établissement).

Pour rappel, le décideur du projet fixe les objectifs à atteindre (performances, coûts, délais, risques). Ce sera par délégation, le Directeur de pôle ou d'institut, le Directeur de centre ou le Chef de département. Le décideur du projet peut déléguer une partie de ses fonctions à un pilote stratégique.

Dans le cadre fixé par le décideur du projet (performances, coûts, délais, risques), le Pilote opérationnel conduit la mise en œuvre opérationnelle du projet jusqu'à sa clôture. Pour cela il :

- Mobilise les ressources scientifiques et techniques, les compétences des unités opérationnelles et le concours des prestataires externes nécessaire à la réussite du projet
- Met en place les ressources allouées au projet
- Définit et met en œuvre les dispositions d'assurance qualité du projet, le planning détaillé des tâches (phases et jalons opérationnels)
- Contrôle la réalisation interne et externe du projet en s'assurant des fournitures prévues, notamment par un reporting (prévisions et réprecisions) réalisé pour le maître de l'ouvrage
- Initie les revues de projet
- Etablit le dossier nécessaire à la proposition de clôture du projet
- Constitue le dossier de retour d'expérience du projet
- Reste en relation, tout au long du projet, avec le représentant de l'utilisateur final

Le pilote opérationnel peut également occuper la fonction de RMOA, les missions n'étant pas incompatibles.


4.4. Le Maître d'Œuvre

Le Maître d'Œuvre est la personne (ou le groupement de personnes) qui doit permettre d'apporter une réponse architecturale, technique et économique au programme.

Le Maître d'Œuvre est la personne physique ou morale, publique ou privée, qui, en raison de sa compétence technique, est chargée par le Maître de l'Ouvrage, de diriger l'exécution des marchés de travaux.

Au sein du CEA Grenoble, la Maîtrise d'Œuvre peut-être de trois types :

- Un architecte en charge des études & suivi travaux (exemple → chantier IBS²). Il pourra s'adjoindre les services de bureaux d'études spécialisés
- Un Groupement Conception / Réalisation (exemple : chantier PNS) en charge des études et de la gestion globale des travaux
- Un Maître d'Œuvre « classique » (par exemple un bureau d'études), personne physique ou morale qui dirige les travaux

	CIRCULAIRE SECURITE N° 61	Indice O	6/15
		Date d'application Novembre 2013	

4.5. Le Directeur d'Exécution des Travaux

Le Directeur d'Exécution des Travaux (DET) est une personne faisant partie des équipes de la Maîtrise d'œuvre, désigné formellement par celle-ci comme son représentant et comme interlocuteur du RMOA et du CSPS.

Pour les opérations traitées dans le cadre d'un marché de travaux en « Conception / Réalisation », la personne physique en charge de la Direction d'Exécution des Travaux est désignée par le groupement (généralement cette personne assure aussi le rôle de Directeur de Travaux de l'entreprise principale).

Le Directeur d'Exécution des Travaux (DET) est chargé :

- de délivrer les ordres de service, d'établir les procès-verbaux nécessaires à l'exécution du contrat de travaux, de procéder aux constats contradictoires et d'organiser et diriger les réunions de chantier,
- de s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les dispositions des études effectuées,
- de s'assurer que les documents qui doivent être produits par l'entrepreneur, en application du contrat de travaux ainsi que l'exécution des travaux sont conformes audit contrat,
- de vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par l'entrepreneur, d'établir les états d'acomptes, de vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur, d'établir le décompte général,
- d'assister le maître de l'ouvrage en cas de différend sur le règlement ou l'exécution des travaux.

4.6. Le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé

Le Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) est une personne physique nommément citée.

Une personne morale peut cependant désigner un de ses salariés qualifiés.

Le CSPS est désigné par le RMOA dès le début de la phase d'élaboration de l'avant-projet sommaire (ou phase équivalente pour les petites opérations).

Lorsque le RMOA choisit, pour la phase de réalisation de l'ouvrage, un coordonnateur distinct de celui de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet, cette désignation intervient avant le lancement de la consultation des entreprises.

L'intervention du coordonnateur ne modifie, ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des participants d'une opération de bâtiment et de génie civil.

4.7. Le Préventeur Hygiène et Sécurité


Le préventeur hygiène et sécurité est chargé, au sein d'une entreprise de travaux, de prévenir les risques d'accidents, en mettant en place une politique de prévention adaptée, et d'actions correctives en cas de dysfonctionnement ou d'accident constaté.

Il s'agit à la fois d'un rôle d'information, de contrôle, de conseil et de négociation, exercé en lien étroit avec sa direction, les directions opérationnelles et les organismes de contrôle et de prévention.

Il est un interlocuteur privilégié du CSPS.

4.8. Le Contrôleur Technique

Lorsque le contrôle technique est rendu obligatoire (cf. article R111-38 du Code de la construction et de l'habitation), le contrôleur technique est désigné par le Pilote Opérationnel pour contribuer à la prévention des aléas techniques susceptibles d'entraîner des sinistres et de vérifier le respect des règles de l'art en matière de construction.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 61	Indice O	7/15
		Date d'application Novembre 2013	

4.9. Le Chef de Projet Délégué à la Sécurité

Le Chef de Projet Délégué à la Sécurité (CPDS) prend ses fonctions à la fin de la période de levée des réserves, notifiée lors de la réception (donc après la phase « de chantier de bâtiment et génie civil » et avant la nomination d'un Chef d'installation).

Il est nommé par le Directeur de centre sur proposition de l'unité utilisatrice. Le « CPDS » désigné peut-être le Chef d'Installation pressenti. Il est responsable de la mise en œuvre des actions nécessaires à la maîtrise des risques inhérents à cette installation. A ce titre, il assure notamment la responsabilité de la gestion de la co-activité.

La décision de pourvoir le chantier d'un CPDS est prise lors de la CLS.

4.10. Le Coordonnateur Sécurité

Le Coordonnateur Sécurité (CS) a des missions différentes de celles du CSPS.

Il intervient pendant la même phase que celle du CPDS. Il a pour mission d'établir, en relation avec les entreprises et sous couvert du CPDS, un plan de prévention de chantier tenant compte des différentes analyses de risques et prescrivant les consignes générales de sécurité des opérations.

Ce plan de prévention doit être mis à jour, par avenant, au plus près des opérations, à l'image du PGCSPS établi dans le cadre du chantier de bâtiment précédent.

5. ORGANISATION SECURITE DES CHANTIERS

Le chantier peut être dans deux phases distinctes, pendant lesquelles l'organisation à mettre en place est différentes :

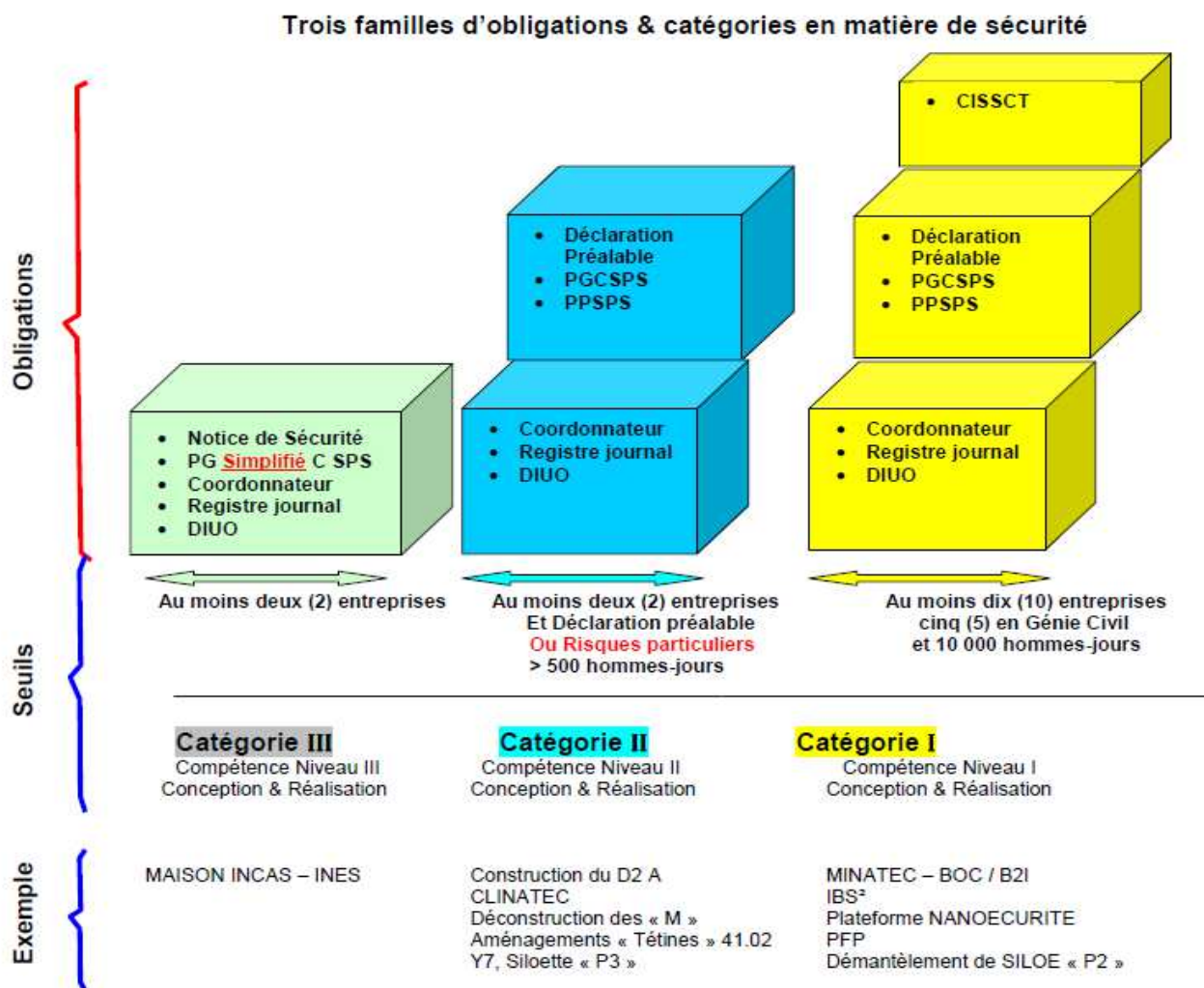
- ~~Phase pendant laquelle le risque dominant est issu des activités de BTP (cf. § 7.1 à 7.3)~~
 - Les conditions suivantes sont alors cumulatives :
 - ⇒ Risque dominant BTP
 - ⇒ Au moins deux entreprises sur la durée du chantier
 - ⇒ Possibilité de rendre « clos » le chantier
 - Dans ce cas, l'organisation est la suivante :
 - ⇒ De type « chantier de bâtiment et de génie civil (clos) »
 - ⇒ Désignation d'un RMOA
 - ⇒ Désignation d'un CSPS
- ~~Phase pendant laquelle le risque dominant est celui des interventions effectuées sur le process (cf. § 7.4)~~
 - Les conditions suivantes sont alors cumulatives :
 - ⇒ Risque dominant process
 - ⇒ Au moins une entreprise
 - ⇒ Impossibilité de rendre « clos » le chantier
 - Dans ce cas, l'organisation est la suivante :
 - ⇒ De type « Plan de Prévention »
 - ⇒ Désignation d'un CPDS « Chef de Projet Délégué à la Sécurité »
 - ⇒ Désignation d'un CS « Coordonnateur Sécurité »

Lorsque le chantier n'est pas dans l'une des deux phases décrites ci-dessus, il est organisé sous la forme classique : « Plan de Prévention », sous la responsabilité d'un Chef d'Installation, avec comme conseiller un ISI.

6. GENERALITES SUR LES CHANTIERS DE BATIMENT ET DE GENIE CIVIL

La réglementation définit trois catégories de chantier et des seuils de classement.

Pour chacune des catégories, les obligations diffèrent :



(Ex 500 hommes-jour = 3500 heures > niveau II, 10 000 hommes-jour = 70 000 heures > niveau I)

7. CHRONOLOGIE D'UNE OPERATION DE BATIMENT ET DE GENIE CIVIL


7.1. La phase conception

L'intégration de la mise en commun des moyens (ex : levage, manutention, logistique ...) doit être prise en compte dès la phase de conception des opérations.

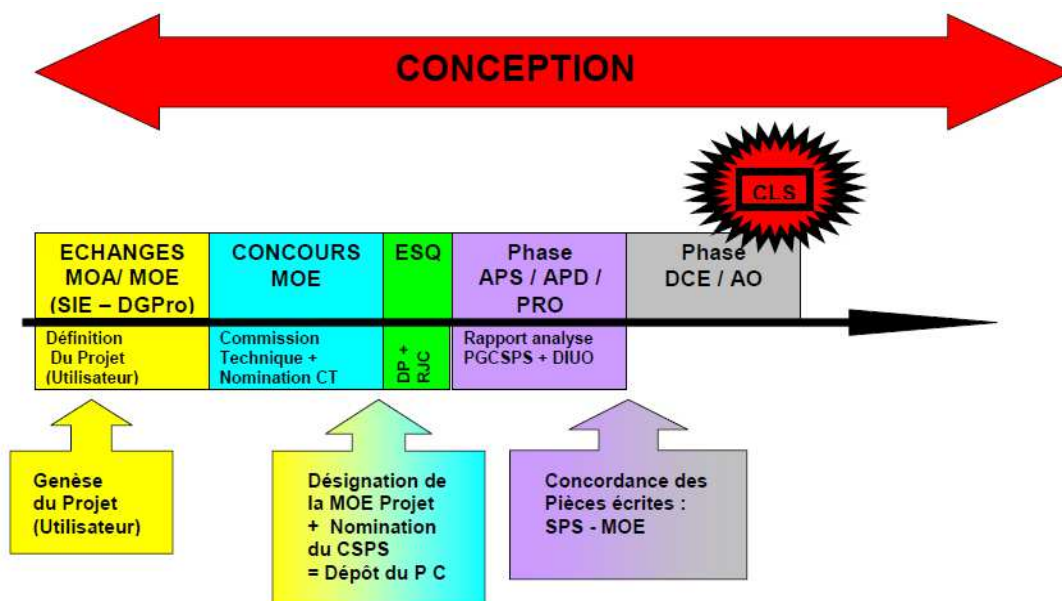
La déclaration préalable doit être envoyée à la date du Permis de Construire, ou au plus tard 30 jours avant le démarrage des travaux.

Le pilote opérationnel ou à défaut le décideur du projet, doit solliciter la CLS avant le lancement de l'appel d'offre par le Service Achat pour :

- le cas des opérations en conception réalisation, à la désignation du groupement,
- les autres, à la phase DCE.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 61	Indice O	9/15
		Date d'application Novembre 2013	

Ceci afin de permettre, à la suite de la CLS, d'intégrer dans l'appel d'offre d'éventuelles prescriptions complémentaires.



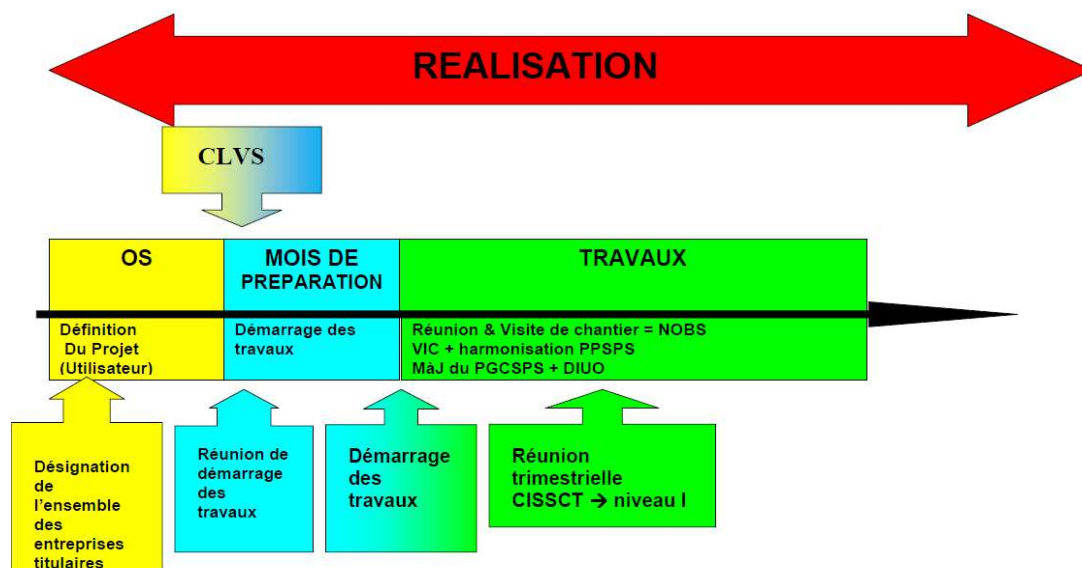
Remarque : Par simplification, l'acronyme « MOE » a été utilisé dans ces chronologies, qu'il s'agisse d'un marché en lots séparés ou en « conception-réalisation ». D'une manière générale, pour ces opérations en « conception-réalisation », l'esprit reste le même, mais certaines interfaces sont simplifiées.


7.2. La phase réalisation

Elle est constituée de deux étapes distinctes :

- La phase de préparation. Cette période, d'une durée généralement d'un mois, est consacrée à l'organisation du chantier, à la mise en place des clôtures, à l'installation de la base de vie de chantier, au raccordement sur les utilités (réseaux AEP, EU, Elec, Téléphone ...), à la pose des signalisations réglementaires et explicite (Nom du chantier, coordonnées du RMOA, Unité concernée).
- La phase travaux.

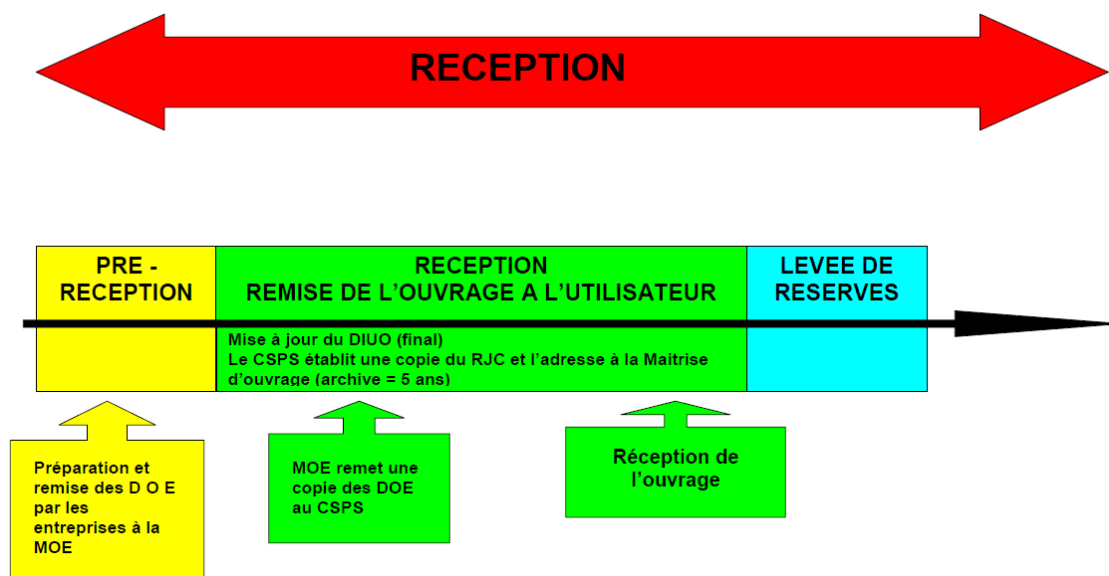
A noter que le RMOA doit solliciter l'ISE dès l'organisation de la première réunion de préparation du chantier. L'ISE devant s'assurer, avant le démarrage des travaux, que l'ensemble des prescriptions et des jalons actés en CLS ont bien été pris en compte.



	CIRCULAIRE SECURITE N° 61	Indice O	10/15
		Date d'application Novembre 2013	

7.3. La phase réception

A la réception de l'ouvrage, le Représentant du Maître d'Ouvrage s'assure de la transmission par le Directeur d'Exécution des Travaux, des Dossiers d'Ouvrages Exécutés au Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour que ce dernier finalise le Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage. Il le communique au Représentant du Maître d'Ouvrage avec le PV de réception.



7.4. La coordination de sécurité pour la phase de montage des procédés

L'organisation des responsabilités « sécurité » dans le cadre de l'intégration de procédés faisant suite à un chantier de bâtiment ou de génie civil, doit respecter le régime dit du Plan de Prévention.

Cette phase ne peut concerner les essais actifs ou activité d'exploitation de l'installation. Pour cette dernière, c'est l'organisation sécurité décrite dans la NIG 613 qui est mise en place.

7.4.1. Le Chef de Projet Délégué à la Sécurité

Le CPDS est responsable de la mise en œuvre des actions nécessaires à la maîtrise des risques inhérents à cette installation.


Le CPDS est titulaire d'une délégation de pouvoirs en matière de Sécurité, il assure notamment la responsabilité de la gestion de la co-activité.

7.4.2. Le Coordonnateur de la Sécurité

Le CPDS désigne le Coordonnateur de la Sécurité en s'assurant de ses compétences techniques et de management de la sécurité.

Le CSPS précédemment désigné lors de la phase de bâtiment/génie-civil peut assurer cette fonction, sous réserve d'une relation contractuelle distincte.

En toute rigueur, la désignation « CSPS » n'est plus applicable, on utilise donc celle de « Coordonnateur de la Sécurité ».

	CIRCULAIRE SECURITE N° 61	Indice O	11/15
		Date d'application Novembre 2013	

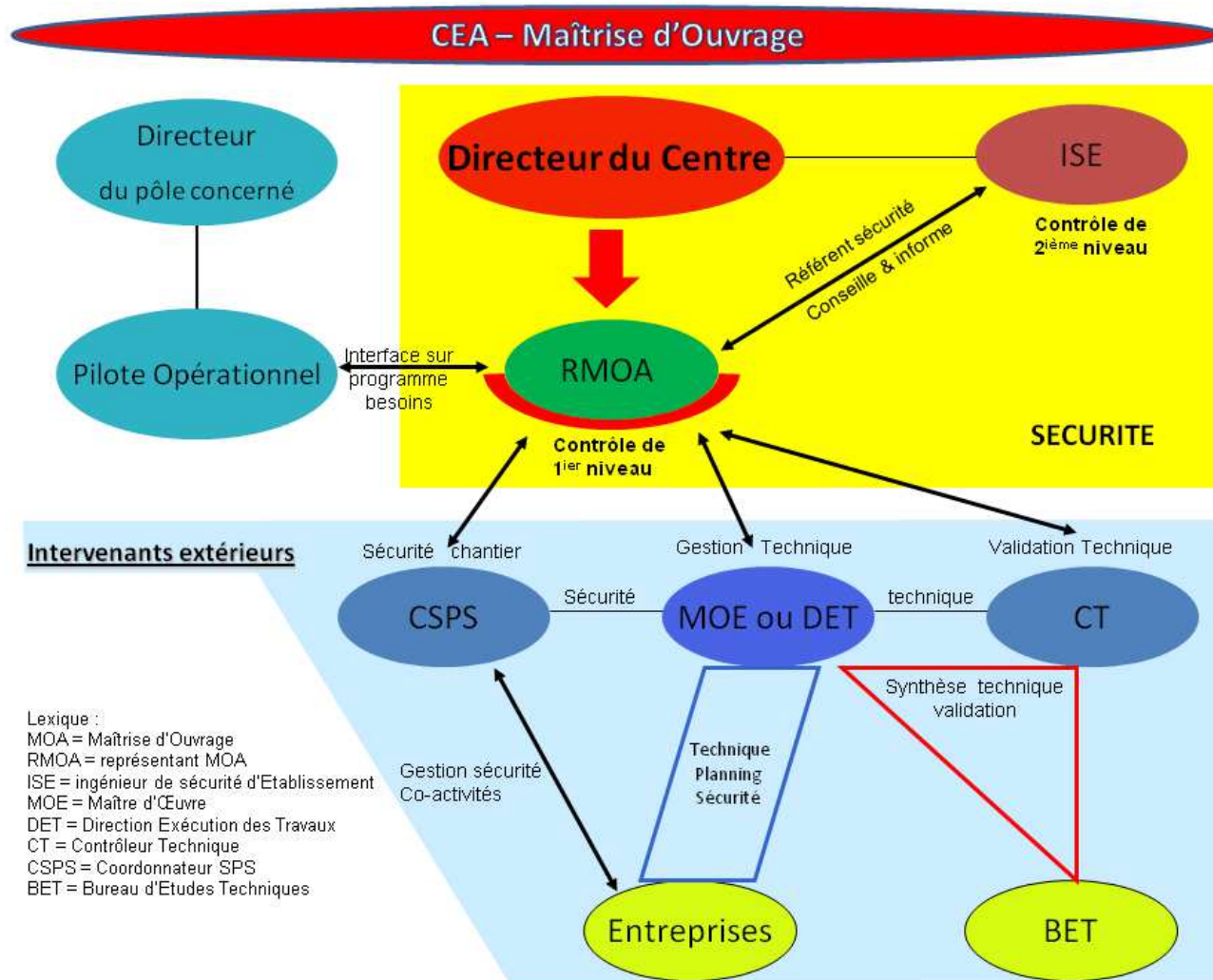
7.5. Interfaces site CEA et chantier « CLOS »


Dès lors que l'accès au chantier de bâtiment et de génie civil s'effectue par l'intérieur du CEA Grenoble, le CSPS intègre au PGCSPPS les consignes de sécurité (notamment de déplacement et de circulation) fournies par le RMOA.

8. COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

L'intervention du CSPS ne modifie pas les responsabilités qui incombent, dans le domaine de la sécurité, à chacun des participants d'une opération de bâtiment et de génie civil.

Le schéma ci-dessous permet de situer le rôle des différents acteurs, et les liens entre eux.



	CIRCULAIRE SECURITE N° 61	Indice O	12/15
		Date d'application Novembre 2013	

8.1. Le Représentant du Maître d’Ouvrage

Les missions du RMOA sont la suivante :


- Convenir avec l'ISE du classement de l'opération (si possible sur proposition du CSPS)
- Convenir avec l'ISE des prestataires en mission de CSPS à consulter
- Contractualiser un marché de mission CSPS sur la base du contrat type CEA, en tenant compte des spécificités de l'opération (travail de grande hauteur, manutentions complexes, ...)
- Dans le cas d'un groupement de conception / réalisation, s'assurer que les missions de DET sont bien attribuées à une seule personne
- Intégrer le CSPS et l'ISE dès la phase conception (veiller en particulier à la participation du CSPS aux réunions et à ce qu'il valide les phases de conception)
- Transmettre à l'ISE les éléments pour l'établissement de la déclaration préalable d'ouverture de chantier, envoyée par l'ISE à la DIRECCTE, l'OPPBTP et la CARSAT
- Solliciter l'ISE en phase conception (DCE pour l'organisation d'une CLS)
- Solliciter l'ISE lors de la 1ère réunion de préparation de chantier pour l'organisation de la CLVS
- S'assurer de la disponibilité d'un plan d'installation de chantier et de ses mises à jour en cours de travaux
- S'assurer de la tenue à jour du Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) (ce document devant être joint au dossier de consultation)
- S'assurer de l'organisation de la réunion de démarrage des travaux
- S'assurer que le Registre Journal de la Coordination est tenu à jour
- S'assurer de l'obtention des agréments des sous-traitants, avant leurs interventions sur le chantier
- S'assurer de la tenue à jour de la liste des personnels des entreprises, amenées à intervenir sur le chantier
- S'assurer du suivi des remarques du CSPS, user de son autorité pour faire entendre des demandes et informer l'ISE si besoin des difficultés rencontrées (art. R.4532-9 du Code du Travail)
- Participer au CISSCT, pour les chantiers qui sont concernés
- Anticiper la sortie du régime « chantier de bâtiment et de génie civil » au régime « Plan de Prévention »
- S'assurer de la remise du DIUO final à la réception de l'ouvrage

8.2. La Maîtrise d’Œuvre

Les principales missions de la Maîtrise d’Œuvre sont les suivantes :

- Mettre en œuvre les Principes Généraux de Prévention
- Définir les mesures d'organisation générale du chantier
- Faciliter l'intervention du CSPS tant dans les phases de conception et de réalisation en :
 - ⇒ transmettant les études au CSPS
 - ⇒ répondant aux observations du CSPS
- Participation au CISSCT pour les opérations de niveau I

Dans le cadre de montage d'opération en « Conception / Réalisation », le groupement désigne une seule personne sous le terme de Directeur d'Exécution des Travaux.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 61	Indice O	13/15
		Date d'application Novembre 2013	

8.3. Le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé

Les obligations du Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé sont définies dans le Code du Travail :

- Elaborer le PGCSPS, ouvrir le Registre Journal de Coordination (RJC) qu'il archivera 5 ans, et assurer la mise à jour des documents
- Organiser le contrôle d'accès au chantier
- Organiser et faire respecter la coordination
- Présider le CISSCT, pour le cas des opérations de niveau I
- Recevoir et diffuser les PPSPS et les comptes rendus des Visites d'Inspections Communes (VIC)
- Constituer le Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage et mettre à jour le document

9. LE REGISTRE JOURNAL DE LA COORDINATION

Les documents présents dans le RJC sont les suivants :

- Documents produits ou préparés par le CSPS
 - ⇒ La déclaration préalable (finalisée puis diffusée par l'ISE)
 - ⇒ Le PGCSPS
 - ⇒ Le DIUO
 - ⇒ Les notes d'observations (compte-rendu des réunions et des visites de chantier)
 - ⇒ Les visites d'inspections communes
 - ⇒ Les comptes rendus de CISSCT
- Documents externes au CSPS
 - ⇒ Les PPSPS des entreprises
 - ⇒ Les PV des contrôles des installations (ex : grue, électricité, échafaudage ...)

Diffusion du RJC :

Le CSPS communique le RJC :

- Au Représentant du Maître d'Ouvrage (RMOA)
- Au Directeur d'Exécution des contrats de Travaux (DET)
- A l'ensemble des entreprises du chantier
- A l'Ingénieur Sécurité d'Etablissement (ISE)

Un exemplaire « papier » du RJC, parfaitement à jour et complet, doit être présent en continu sur le chantier.


10. PARTICULARITES DU SITE DE GRENOBLE

10.1. Implantation d'une grue à proximité et à l'extérieur de la clôture défensive

Dans le cadre de la protection physique, le choix de l'implantation d'une grue à tour, doit être anticipé avec la FLS sur présentation :

- d'un schéma de principe d'installation en phase de conception de l'opération
- d'un plan d'installation du Gros-Œuvre à l'attribution du marché de travaux

Pendant les horaires du chantier, le survol du crochet de la grue en charge est interdit au-dessus du CEA, le crochet devant être arrêté 2m avant la clôture défensive.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 61	Indice O	14/15
		Date d'application Novembre 2013	

En dehors des horaires du chantier, la flèche en girouette est possible au-dessus du CEA. Dans ce cas, les fusibles devront être ôtés par le grutier et l'accès à la grue devra être condamné (par une trappe cadenassée).

L'escalade par l'extérieur du fût de la grue doit être rendue impossible par la mise en place de tôles fixées tout autour de la grue (à une hauteur suffisante de l'ordre de 3 m). Cette zone « sans prise » doit être surmontée de « concertina » pour éviter toute tentative d'escalade.

La contre flèche de la grue peut survoler le CEA.

Pour les grues mobiles, des dispositions devront être prises pour atteindre le même objectif.


10.2. Intervention de la FLS sur les opérations de bâtiment et de génie civil

La FLS est consultée en phase programme, notamment pour définir les modalités d'intervention dans le chantier, mais aussi pour tout autre sujet en lien avec ses missions (protection physique, ...)

Elle peut intervenir en primo intervention, si le CEA n'est pas le Maître d'Ouvrage et si le chantier est dans son rayon d'intervention. Dans ce cas, cela devra être convenu par écrit avec le Maître d'Ouvrage de l'opération.

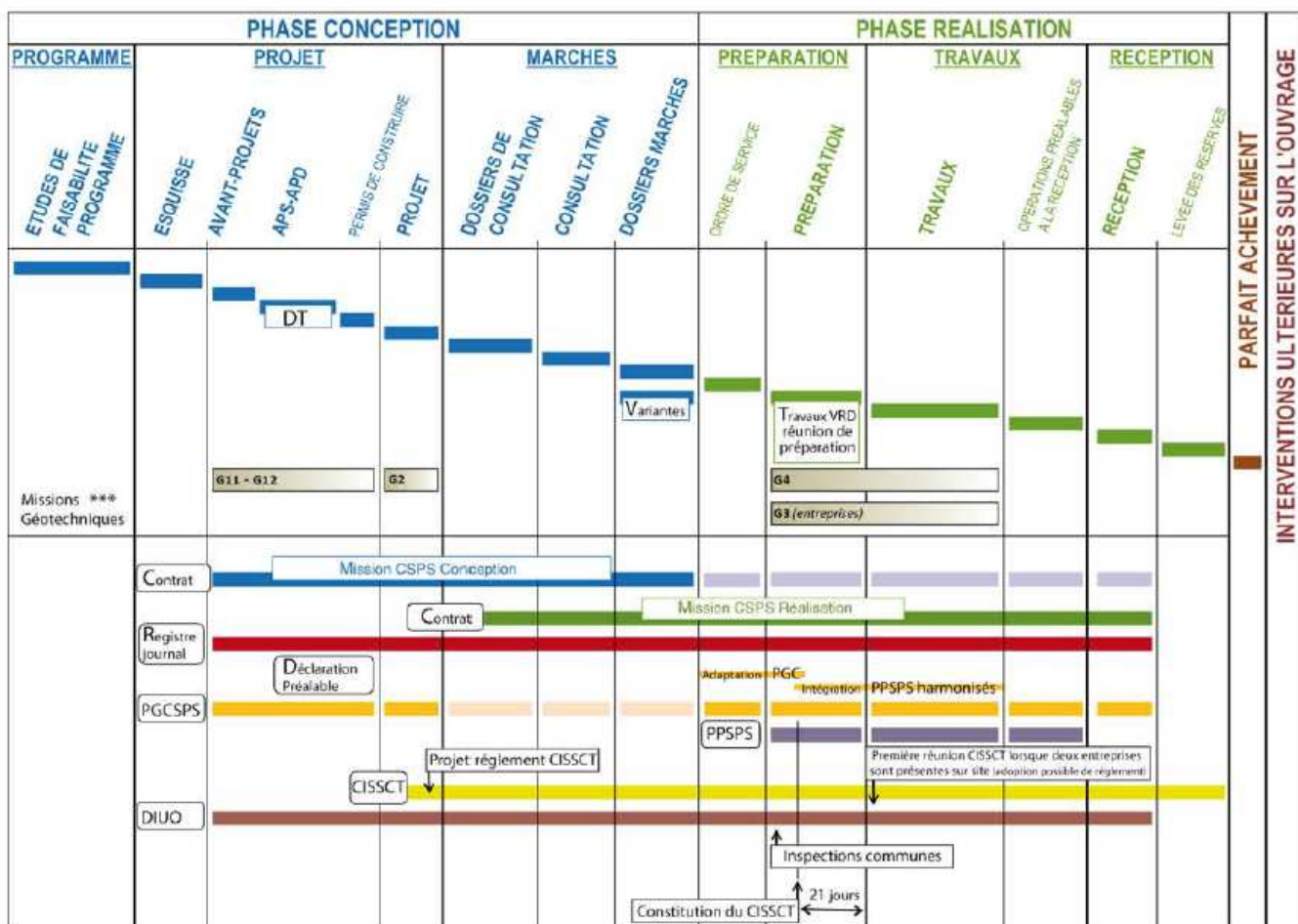
11. GLOSSAIRE

AMO	Assistance Maîtrise d'Ouvrage
AO	Appel d'Offres
APD	Avant-Projet Définitif
APS	Avant-Projet Sommaire
BC	Bureau de Contrôle
BET	Bureau d'Etudes Techniques
CISSCT	Collège Inter-entreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail
CPDS	Chef de Projet Délégué à la Sécurité
CS	Coordonnateur Sécurité
CSPS	Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé
DET	Direction de l'Exécution des contrats et des Travaux
DCE	Dossier de Consultation des Entreprises
DIUO	Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage
DP	Déclaration Préalable
E.E	Entreprises Extérieures
ESQ	Esquisse
MOA	Maître d'Ouvrage ou Maîtrise d'Ouvrage
MOE	Maître d'Œuvre ou Maîtrise d'Œuvre
MOP	Maîtrise d'Ouvrage Publique
NOBS	Note d'Observation
PdP	Plan de Prévention
PGC SPS	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé
PGSC SPS	Plan Général Simplifié de Coordination Sécurité et Protection de la Santé
PPSPS	Plan particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
PRO / DCE	Phase Projet / Dossier de Consultation des Entreprises
RJC	Registre Journal de la Coordination
RMOA	Représentant du Maître d'Ouvrage
S/T	Sous-Traitant
VIC	Visite d'Inspection Commune

	CIRCULAIRE SECURITE N° 61		Indice O	15/15
			Date d'application Novembre 2013	

12. EXEMPLE DU DEROULEMENT D'UNE OPERATION DE TYPE LOI MOP

Déroulement d'une opération



13. HISTORIQUE DES VERSIONS

Indice	Date d'application	Objet de la modification
O	Novembre 2013	Version originale